



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

Secrétariat Général

**Service de l'action
administrative
et des moyens**

**Sous-direction
de l'environnement de
travail et du patrimoine
immobilier de
l'administration centrale**

Bureau des services
généraux
SAAM D2

110, rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

Et

Sous-direction des achats

Bureau de la stratégie et
de l'ingénierie
des achats
SAAM B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

Procédure n° MEN-SG-AOO-25026

Objet : Fourniture et livraison, au numéro, de journaux et magazines français et étrangers, pour les services de l'administration centrale des ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE	4
3.1. Allotissement	4
3.2. Forme et montant du marché	4
3.3. Procédure	4
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 6. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	5
6.1. Description des prestations	5
6.2. Révision des titres (fourniture et livraison)	7
6.3. Délais d'exécution	7
6.4. Conditions de vérification et garantie	7
ARTICLE 7. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 9. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION	8
ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN	8
ARTICLE 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 12. CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	10
12.1. Conduite des prestations	10
12.1.1. Interlocuteur désigné par le ministère	10
12.1.2. Interlocuteur désigné par le titulaire	10
12.2. Obligations relatives au suivi financier du montant maximum	11
ARTICLE 13. CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 14. PENALITES	12
14.1. Pénalités de retard	12
14.2. Pénalités pour violation des obligations de confidentialité	12
14.3. Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels	13
ARTICLE 15. PRIX DU MARCHE	13
15.1. Contenu des prix	13
15.2. Forme des prix	13
15.3. Révision des prix	13
15.3.1. Ajustement du prix des titres	13
15.3.2. Ajustement du prix de livraison	14
15.3.3. Mise à jour du bordereau de prix	14
ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION	15
16.1. Facturation	15
16.2. Délais de paiement	15

16.3. Avance	15
16.4. Acomptes	16
16.5. Cession ou nantissement des créances	16
ARTICLE 17. DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	16
17.1. Assurance.....	16
17.2. Justificatifs sociaux	17
17.3. En cas de modifications relatives au titulaire du marché.....	17
17.3.1. Changement de dénomination sociale du titulaire.....	17
17.3.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire.....	17
ARTICLE 18. UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	18
ARTICLE 19. RESILIATION	18
ARTICLE 20. SOUS-TRAITANCE.....	18
ARTICLE 21. DIFFERENDS ET LITIGES.....	19
ARTICLE 22. DEROGATIONS	19
ANNEXE 1 SITES DE LIVRAISON	

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et de son annexe :

- les ministères chargés de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative sont désignés sous l'appellation « le ministère » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire ».

CONTEXTE

A titre indicatif, le ministère souscrit environ une soixantaine de titres différents pour approximativement 42 services destinataires répartis sur 9 sites de livraison en administration centrale.

Le service de l'action administrative et des moyens (SAAM) du ministère de l'Éducation nationale commande environ une soixantaine de titres différents pour 23 services destinataires, soit à peu près 331 numéros par mois distribués sur 6 sites du ministère de l'Éducation nationale.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche commande environ une trentaine de titres différents pour 13 services destinataires, soit à peu près 123 numéros par mois distribués sur 2 sites du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative commande une trentaine de titres différents pour 6 services destinataires, soit à peu près 157 numéros par mois distribués sur un site du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

D'autres services de l'administration centrale peuvent être amenés à commander sur ce marché.

La localisation des sites de livraison peut être amenée à évoluer au sein du périmètre de Paris et sa petite couronne (départements suivants : Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94).

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et livraison, au numéro, de journaux et magazines français et étrangers, pour les services de l'administration centrale des ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative.

ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix » ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières et son annexe, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - Annexe 1 Sites de livraison ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE

3.1. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

3.2. Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 200 000 € HT en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

3.3. Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

ARTICLE 5. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins à satisfaire pendant toute la durée de validité du marché. Ils donnent les précisions quant aux ajouts et retraits de titres, aux quantités et aux services destinataires. Les prestations débutent à la réception des bons de commande.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation. Le ministère commande également pour le groupement d'intérêt public Agence du service civique (ASC).

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les modalités suivantes :

- par courrier électronique ou
- via l'outil de gestion en ligne du titulaire.

Lors de l'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA.

Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder trois (3) mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

ARTICLE 6. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à effectuer la fourniture et la livraison, au numéro, de journaux et magazines français et étrangers, sur les différents sites ministériels prévus en annexe 1 du CCP.

6.1. Description des prestations

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à :

- Déclencher à la demande du ministère, les commandes initiales de titres en début de marché dans le respect du délai qu'il a proposé dans son offre. Ce délai est au maximum de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la commande.

- Contacter dans les 48h ouvrées le ministère en cas d'information erronée ou incomplète sur la commande initiale ;
- Préparer les journaux et magazines français et étrangers selon des jeux distincts conformément aux indications du ministère. Les titres de presse doivent être livrés protégés et assemblés. En tout état de cause, les emballages doivent protéger des aléas de la manutention, du transport et du stockage de moyenne durée. Les jeux sont étiquetés au nom des services destinataires avec l'adresse du site concerné ainsi que la quantité et les titres fournis.
- Les envois se font par portage au service logistique du ministère dont la localisation précise sur chaque site est indiquée au titulaire lors de la réunion de lancement ;
- Au moment de la livraison, la personne du ministère chargée de réceptionner les titres ou toute autre personne habilitée n'est alors responsable que du comptage et de la vérification de l'état externe des colis, des conditions d'entrepôt des titres et en aucun cas de leur admission.
- Garantir la livraison des titres de presse, **du lundi au samedi et du lundi au vendredi selon le bon de commande émis par le ministère, y compris les jours fériés, avant 7h30 pour les sites des cabinets ministériels**. Les autres sites du ministère pourront être livrés du lundi au samedi et du lundi au vendredi selon le bon de commande émis par le ministère, hors jours fériés, entre 8h00 et 9h00 ;
- Effectuer une seconde livraison au plus tard à 15h en cas de livraison incomplète constatée par le titulaire : du lundi au dimanche, y compris les jours fériés, pour les sites hébergeant un cabinet ministériel et du lundi au samedi ou du lundi au vendredi selon le bon de commande initial du ministère, hors jours fériés, pour les autres sites du ministère ;
- Garantir la livraison du quotidien « **Le Monde** » **du lundi au samedi, y compris les jours fériés, impérativement avant 13h30 pour les sites des cabinets ministériels**. Les autres sites du ministère pourront être livrés entre 14h30 et 15h00 du lundi au samedi ou du lundi au vendredi selon le bon de commande initial du ministère, hors jours fériés ;
- Garantir la livraison des titres paraissant le dimanche avant 7h30 le jour-même sur les sites des cabinets ministériels. Les autres sites du ministère pourront être livrés le lundi entre 8h00 et 9h00 en même temps que la livraison des autres titres de presse ;
- Prendre en compte et accuser réception dans l'heure de toute réclamation des correspondants du ministère et les informer par mail des démarches engagées. Les coordonnées sont communiquées lors de la réunion de lancement du marché ;
- Procéder au remplacement de tout exemplaire manquant, souillé, déchiré ou non-conforme signalé par un des correspondants du ministère au titulaire, par tous moyens faisant foi (téléphone, mél, courrier), impérativement au plus tard dans les délais précisés à l'article 6.3 ;
- En cas d'évènement de nature à mettre à mal la bonne exécution des prestations, avertir les correspondants du ministère au plus tard une heure avant l'horaire de livraison, préciser aux correspondants du ministère les motifs du défaut de livraison d'un ou des titres que l'évènement lui soit ou non imputable et mettre en œuvre une procédure de secours ad hoc ;
- Déclencher la livraison des nouveaux titres commandés sur la base des informations fournies par le ministère. Accuser réception de la demande dans un délai de 12h maximum. Assurer la mise en œuvre effective dans un délai de 24 heures maximum ;
- Contacter le ministère dans les 12h en cas d'information erronée ou incomplète dans le cas d'une nouvelle demande de titre hors demande initiale en début de marché ;
- Procurer, à la demande du ministère, les numéros hors liste établie (n° hors-séries, n° supplémentaires, n° spéciaux...);

- Effectuer sur demande du ministère, une livraison sur un site, à Paris ou en petite couronne, non prévu à l'annexe 1 du CCP dans la limite de 5 fois par an (au-delà le ministère met à jour la liste des sites de livraison). Cette prestation reste exceptionnelle ;
- Mettre à disposition du ministère un outil de gestion en ligne permettant aux interlocuteurs désignés du ministère de gérer les demandes ou les suppressions de titres ;
- Informer le ministère des changements de titres, des cessations de parutions et des variations de coûts ;
- Fournir une liste détaillée mensuelle sous format de tableur .xlsx des quantités livrées par jour, par titres, par ministère et par service. Cette liste est envoyée par courriel tous les mois, au plus tard le 10 du mois, aux services gestionnaires. Les coordonnées sont communiquées au titulaire lors de la réunion de lancement du marché.

6.2. Révision des titres (fourniture et livraison)

Les ajouts et suppressions de titres pourront être effectués à tout moment, sans avenant au présent marché. La remise prévue au bordereau des prix s'applique à tout nouveau titre. De même, les quantités, les services destinataires et les sites de livraison pourront être modifiés à tout moment, sans avenant au présent marché. Le titulaire est informé de ces changements par courriel ou via l'outil de gestion pendant les jours et heures ouvrés du ministère.

6.3. Délais d'exécution

Le titulaire doit livrer les titres le jour de leur parution publique. Les livraisons du dimanche ne concernent que les sites des cabinets ministériels.

Une prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée par le ministère au titulaire que lorsqu'une raison expressément motivée fera obstacle à l'exécution de la commande dans le délai prévu.

6.4. Conditions de vérification et garantie

Les opérations de vérification sont décrites à l'article 10 du présent CCP.

Pour les titres sur support papier, les garanties sont celles conformes aux usages du commerce. Les documents jugés défectueux (défaut de pagination ou impression, pages ou couvertures déchirées ou manquantes, défaut à la lecture, ...) seront retournés, même s'ils ont été estampillés par le titulaire.

ARTICLE 7. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations prévues au titre du présent marché sont réalisées sur des sites à Paris et en petite couronne (départements suivants : Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94)).

Les sites de livraison sont mentionnés à l'annexe n°1 du présent CCP. Cette annexe est susceptible d'évolution sans avenant.

ARTICLE 8. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Conformément à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, le ministère prévoit que les conditions d'exécution du présent marché prennent en compte les considérations relatives à l'environnement.

Le parc de véhicules servant à l'exécution des prestations de livraison sur les différents sites du ministère comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides rechargeables conformes aux normes en vigueur. Dans tous les cas, les véhicules utilisés relèvent de la vignette Crit'Air0, Crit'Air1 ou Crit'Air2.

En cas de recours à une prestation externe de livraison ou de location de véhicules pour l'exécution des prestations objets du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le titulaire communique au ministère, à tout moment sur simple demande dans un délai de 10 jours ouvrés, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés (cartes grises des véhicules avec mention de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport, etc.) conformément à son offre. Le ministère peut vérifier à l'appui de ces documents leur véracité en effectuant un contrôle visuel lors du passage du prestataire sur le site de livraison.

Le titulaire peut proposer à ses conducteurs une formation à l'éco-conduite par un organisme reconnu afin d'accroître le rendement du véhicule et assurer la qualité du service.

Dans la mesure du possible, le titulaire favorise l'éco conception des conditionnements, dont les déchets doivent être réduits au minimum et recyclables ou revalorisables. Les emballages sont issus du réemploi ou de la réutilisation ou comportent des matières recyclées. Le titulaire veille à utiliser pour les prestations du présent marché des emballages et des conditionnements porteurs de l'Ecolabel Européen ou équivalent. Il doit respecter les exigences de limitation d'emploi des substances dangereuses pour la santé humaine et l'environnement. Le prestataire peut proposer la collecte des déchets et emballages éventuellement générés par la livraison des journaux sur les sites du ministère pour réemploi, réutilisation ou recyclage.

ARTICLE 9. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION

Les opérations de vérification et d'admission des prestations se font conformément aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 28, 29 et 30 du CCAG-FCS, les délais sont ceux prévus à l'article 6 du présent CCP.

La personne du ministère chargée de réceptionner les titres ou toute autre personne habilitée n'est responsable que du comptage et de la vérification de l'état externe des colis, des conditions d'entrepôt des titres et en aucun cas de leur admission. Le réceptionnaire signe, appose son tampon et indique son nom sur le bon de livraison. La signature du bon de livraison par le réceptionnaire du ministère n'a pas valeur d'admission de la prestation.

Tout dépassement de délai dans l'exécution des prestations sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 14 du CCP.

ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

Les ajouts et suppressions de titres peuvent être effectués à tout moment, de même que les sites de livraison peuvent être modifiés à tout moment, sans avenant au présent marché.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble des prestations objet du marché, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, la fourniture des titres, les conditions de livraison des titres, et les coûts et conditions prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire s'engage à :

- Livrer les journaux et magazines au ministère dans les délais prévus aux documents contractuels régissant le présent marché ;

- Corriger dans les délais prévus toutes les erreurs qui pourraient être constatées lors de la livraison des titres ;

- En cas de non-livraison d'un titre demandé, ou de non remplacement dans les délais prévus d'une publication ayant préalablement fait l'objet d'une réclamation par les correspondants du ministère, ces derniers seront libres, sans préjudice, de se procurer par tout moyen le titre faisant défaut. En outre, le titre défectueux ne sera pas réglé. Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit d'appliquer les pénalités pour retard prévues au présent cahier des clauses particulières ;

- Communiquer au ministère dans les meilleurs délais toute difficulté entraînant un retard ou une impossibilité de livraison des titres dans les délais prévus à l'article 6 du présent CCP.

- Répondre, dans un délai ne pouvant excéder 2 jours ouvrés, à compter de la saisine, à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information, qu'il estime nécessaire, concernant les prestations relatives au présent marché ;

- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;

- Communiquer par mail au ministère le nom des personnels et livreurs assurant la livraison des titres.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les titres en parfait état et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCP.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au

ministère ou à des tiers.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 12. CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

12.1. Conduite des prestations

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin. Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

Le titulaire s'engage à être présent lors de la réunion de lancement du présent marché ainsi qu'à toute réunion ou rencontre organisées par le ministère, notamment dans le cadre du suivi opérationnel et financier du marché.

12.1.1. Interlocuteur désigné par le ministère

Une réunion de lancement sera prévue à l'initiative du ministère avec le titulaire dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification du marché. Lors de la réunion de lancement, le ministère désigne un à deux correspondants qui assureront le suivi de l'exécution du marché et seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire. Le ministère communique au titulaire les noms, fonctions et coordonnées de ces correspondants et indique au titulaire la procédure à suivre en leur absence.

12.1.2. Interlocuteur désigné par le titulaire

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Lors de la réunion de lancement, le titulaire désigne un à deux correspondants permanents, qui sont les interlocuteurs privilégiés du ministère. Ces correspondants ont pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché.

12.1.2.1. Changement de correspondant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du ou des correspondants du titulaire. Si cette absence est supérieure à 10 jours ouvrés, le titulaire doit désigner un correspondant de remplacement.

En cas de changement du ou des correspondants, le ministère doit être informé de ce remplacement au moins 5 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG- FCS.

La proposition faite par le titulaire au ministère concernant le choix du remplaçant est réalisée conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS de 5 jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récuse dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

12.1.2.2. Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission. Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère dans un délai maximum de 15 jours ouvrés.

Si le titulaire est dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté ou si ce remplaçant est récuse, le ministère se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 19 du présent CCP.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement ou d'éviction.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 14 du présent document.

12.2. Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- un état de la consommation tous les quatre mois ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Cette liste est non exhaustive et pourra être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du ministère.

ARTICLE 13. CONFIDENTIALITE

En matière de confidentialité, les articles 5.1 et 5.4 du CCAG-FCS s'appliquent. Le non-respect de cette clause est sanctionné par les pénalités prévues à l'article 14 ci-dessous.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

ARTICLE 14. PENALITES

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

14.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le ministère se réserve le droit de faire encourir au titulaire, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 9 du présent CCP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 10% du montant total commandé.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, passé un délai de 10 jours ouvrés, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

14.1.1. Pénalités pour retard de mise en œuvre des commandes initiales de titre en début du marché ou des nouveaux titres en cours d'exécution et pour retard de traitement des réclamations :

La pénalité est équivalente au montant du titre pour les quotidiens ou pour les autres publications à 10% du montant du titre concerné par le retard de mise en œuvre des commandes initiales de titre en début du marché ou des nouveaux titres en cours d'exécution ; et par le retard de traitement des réclamations des titres non-conformes. La pénalité s'applique par jour de retard au regard des délais prévus au présent CCP.

Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée si le retard est dû à une information erronée donnée par le ministère.

14.1.2. Pénalités pour retard de livraison :

La pénalité est équivalente à 10 % du prix unitaire du titre non livré par heure de retard pour les quotidiens et par jour de retard pour les autres périodiques.

Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée si le retard ou l'absence de livraison est dû à une non parution ou à un défaut de livraison des titres par les éditeurs.

14.2. Pénalités pour violation des obligations de confidentialité

En cas de non-respect des conditions et obligations de prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

14.3. Pénalités pour non-respect des conditions et obligations prévues dans les documents contractuels

En cas de non-respect des conditions et obligations prévues par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € HT par manquement et spécifiquement pour les cas suivants :

CAS DE PENALITES	MONTANTS APPLICABLES
Non-communication du nom du livreur	50 € HT par manquement
Non-respect de conseil et de mise en garde	50 € HT par manquement
Absence non-justifiée aux réunions de lancement et celles à la demande du ministère	100 € HT par absence aux réunions

ARTICLE 15. PRIX DU MARCHE

15.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de gestion, de livraison, d'emballage et de manutention.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

15.2. Forme des prix

Les prix des titres sont basés sur les prix éditeurs.

Le marché est conclu à prix unitaires pour les titres et forfaitaires (forfait mensuel par site) pour le coût de la livraison, conformément au bordereau de prix (BP) annexé à l'acte d'engagement. La livraison de titres ne figurant pas au BP fait l'objet d'un devis fourni par le titulaire sur demande du ministère et accepté par ce dernier.

Les prix sont établis par référence au prix unitaire public affecté de la remise indiquée dans le bordereau des prix unitaires, exprimée en pourcentage.

Le titulaire s'engage à respecter la remise concédée dans l'annexe n°1 à l'acte d'engagement « bordereau des prix » pour les titres ne figurant pas à l'annexe précitée.

Le total des commandes sur devis n'excédera pas 10 % du montant prévisionnel du marché.

Le titulaire est tenu de faire connaître au ministère, par écrit, les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle « entreprise », en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent marché (rabais sur prix unitaires déduits), et d'en faire bénéficier, dans ce cas, le ministère.

Le titulaire certifie que les prix qu'il pratique dans le cadre du présent marché et qui figurent dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux qu'il pratique dans des conditions similaires à l'égard de l'ensemble de sa clientèle entreprise. Le titulaire s'engage à donner à l'administration, à la demande de cette dernière, dans un délai de 10 jours ouvrés toute justification permettant de vérifier cette conformité.

15.3. Révision des prix

15.3.1. Ajustement du prix des titres

Ils sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres (« mois zéro »).

Les prix du titulaire pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse à chaque changement de prix de l'éditeur à compter de la notification du présent marché au titulaire. Les nouveaux prix publics remisés seront appliqués immédiatement.

Le candidat retenu s'engage à appliquer le pourcentage de remise sur ventes qu'il a proposé au bordereau des prix et qui constitue un taux plancher.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de désaccord sur l'ajustement des prix des titres, le marché pourra être résilié par le ministère sans aucune indemnité, le paiement des factures correspondant à des prestations déjà rendues pouvant seul être exigé.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de réception des nouveaux tarifs.

15.3.2. Ajustement du prix de livraison

Les prix de la livraison sont révisables une fois par an à la date anniversaire du marché (date de notification).

- Mois d'établissement des prix du marché

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise des offres. Le mois de réception des offres est appelé « mois zéro ».

- Modalités de révision des prix

L'ajustement des prix s'opère à la baisse comme à la hausse sur le barème des prix du titulaire.

Un mois avant la date anniversaire du marché (date de notification), le titulaire transmet au ministère pour acceptation, le bordereau des prix mis à jour ainsi que le détail des calculs justifiant l'augmentation ou la baisse des prix, laquelle ne peut être supérieure à 2 % du prix initial, aux adresses suivantes :

- saam-mission.achats3@education.gouv.fr
- cellule_financiere_d2@education.gouv.fr
- kiosque.ac@education.gouv.fr

Pendant la durée du préavis, le ministère continue d'émettre des bons de commande lui permettant de satisfaire ses besoins aux conditions tarifaires initiales.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, les nouveaux prix ne sont pas opposables, les prix en vigueur demeurant valables.

Le ministère dispose d'un délai de vingt jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux prix pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux prix sont réputés acceptés.

Si le ministère constate une augmentation supérieure à 2 % du prix initial, il se réserve le droit de ne pas reconduire le présent marché. Le paiement des factures correspondant à des prestations déjà effectuées pouvant seul être exigé.

Néanmoins, si des circonstances exceptionnelles entraînent une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, y compris en dehors de la période de révision autorisée, le titulaire devra adresser au ministère une demande expliquant les raisons justifiant ce réajustement de prix.

15.3.3. Mise à jour du bordereau de prix

Le titulaire adresse au ministère les mises à jour des nouveaux titres et des correctifs. Il doit respecter la mise en forme du BP et doit notamment faire apparaître clairement les nouvelles références et les références obsolètes. Le titulaire envoie le BP corrigé avec la facture mensuelle.

ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

16.1. Facturation

Le titulaire établit une facture mensuelle selon les modalités définies ci-après.

Le titulaire émet une facture mensuelle du montant total des prestations livrées dans le mois, après réception du procès-verbal de recette établi par le ministère. Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la commande.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références du bon de commande ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

16.2. Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

16.3. Avance

Les dispositions applicables à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire

dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

16.4. Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

16.5. Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 17. DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

17.1. Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.
Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17.2. Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 20 du présent CCP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

17.3. En cas de modifications relatives au titulaire du marché

17.3.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

17.3.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 18. UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 19. RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En plus des cas prévus, par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié sans mise en demeure préalable et sans formalités, ni paiement d'indemnité si :

- L'exécution des prestations subit un retard de plus de 10 jours ouvrés du fait du titulaire (cf. article 14.1 du présent CCP), sauf si les retards sont imputables au ministère ;
- En cas de désaccord sur l'ajustement des prix des titres.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 7 du CCAG-FCS, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 20. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 21. DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 22. DEROGATIONS

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande	Article 3.7.2
Article 9	Opérations de vérification – admission	Articles 28, 29 et 30
Article 12.1.2.1	Changement de correspondant du titulaire	Article 3.4.3
Article 12.1.2.2	Récusation d'un intervenant par le ministère	Article 3.4.3
Article 14	Pénalités	Articles 14.1 et 41
Article 15.3.1	Ajustement du prix des titres	Article 41.2
Article 17.1	Assurance	Article 9.2
Article 19	Résiliation	Article 41.2